

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 Le Havre Cedex

Le Havre, le 06/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHIMIREC VALRECOISE SAS

79 rue Auguste Bonamy
ZI Sud
60130 Saint-Just-En-Chaussée

Références : 20250115_VI_ChimirecValrecoise_GPI
Code AIOT : 0005802027

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2025 dans l'établissement CHIMIREC VALRECOISE SAS implanté Port Sud du Havre n° 1477 Route des Gabions 76700 Gonfreville-l'Orcher. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite, réalisée de manière inopinée, s'inscrivait dans le cadre de l'action nationale 2025 de l'inspection des installations classées, visant à vérifier le respect des dispositions réglementaires relatives à la prévention de la perte de granulés de plastiques industriels (GPI) dans l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHIMIREC VALRECOISE SAS
- Port Sud du Havre n° 1477 Route des Gabions 76700 Gonfreville-l'Orcher
- Code AIOT : 0005802027
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CHIMIREC-VALRECOISE exploite, sur la commune de Gonfreville-l'Orcher, un centre de regroupement et de transit de déchets industriels et une unité de traitement de déchets non dangereux plastiques.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prévention pertes GPI
- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention des pertes de granulés de plastiques dans l'environnement	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L.541-15-11	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des activités pratiquées sur le site et de l'absence de GPI, l'exploitant n'est pas concerné par la réglementation sur la prévention des pertes de GPI dans l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des pertes de granulés de plastiques dans l'environnement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, article L.541-15-11
Thème(s) : Actions nationales 2025, GPI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-A compter du 1er janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement.</p> <p>II.-A compter du 1er janvier 2022, les sites mentionnés au I font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.</p> <p>III.-Les modalités d'application du présent article sont précisées par décret.</p> <p><u>Article D.541-360 :</u></p> <p>Pour l'application de l'article L. 541-15-11 et au sens de la présente sous-section, on entend par :</p> <p>1° " Plastique ", un matériau constitué d'un polymère tel que défini à l'article 3, point 5, du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006, auquel des additifs ou autres substances peuvent avoir été ajoutés, et qui peut jouer le rôle de</p>

composant structurel principal de produits finaux, à l'exception des polymères naturels qui n'ont pas été chimiquement modifiés ;

2° " Granulés de plastiques industriels ", les matières plastiques commercialisées sous différentes formes, dont les dimensions externes sont supérieures à 0,01 mm et inférieures à 1 cm ;

3° " Sites de production, de manipulation et de transport ", les sites industriels où sont fabriqués, manutentionnés, stockés, utilisés, ou transformés des granulés de plastiques industriels et au sein desquels la quantité totale de granulés de plastiques industriels susceptible d'être présente est supérieure à 5 tonnes, ainsi que les aires de lavage de citernes, fûts et autres contenants de transport de granulés de plastiques industriels.

Constats :

L'exploitant est autorisé au titre de la rubrique ICPE n°2791 (traitement de déchets non dangereux) à exploiter une installation de broyage de déchets en polyéthylène haute densité, dont les produits de sortie peuvent être des broyats de plastique répondant à la définition de granulés de plastiques industriels (GPI) rappelée ci-dessus. Cette activité avait notamment été citée dans le dernier porter à connaissance de l'exploitant datant de mai 2020.

Cependant, l'inspection a constaté lors de la visite que l'exploitant n'effectue pas du broyage de plastiques à proprement parler mais plutôt du déchiquetage de pièces de plastique, principalement des pare-chocs de véhicules terrestres, dont les produits de sortie sont des morceaux de plastique de dimensions externes largement supérieures à 1 cm. Ils ne répondent donc pas à la définition des GPI.

L'inspection n'a constaté la présence d'aucun GPI sur le site, qui n'est donc pas concerné par l'article L.541-15-11 du code de l'environnement, ni par les articles D.541-360 à D.541-364 du même code.

Type de suites proposées : Sans suite